



Toulouse le 17 septembre 2024

Objet : Actualités sociales

Les Echos 12 septembre 2024 : Le rassemblement national s'apprête à déposer une proposition de loi d'annulation de la réforme des retraites de 2023. De quoi enflammer les discussions à l'Assemblée Nationale à l'automne, alors que la gauche entend mener la danse sur ce sujet.

Le Média Social 11 septembre 2024 : Lors des assises des EHPAD, le 10 septembre, les professionnels ont demandé d'aller plus loin et plus vite par rapport aux deux expérimentations sur la fusion des tarifs soins et dépendance, et la possibilité d'un surloyer dans les EHPAD habilités à l'aide sociale.

La Dépêche 14 septembre 2024 : EHPAD en crise : la fin de l'âge d'or. Alors qu'une majorité des maisons de retraite médicalisées françaises se trouve dans une situation de déficit, dans une décennie 2020/2030 qui connaît une forte hausse démographique des 75 – 85 ans, les représentants du secteur tirent la sonnette d'alarme. Les assises nationales des EHPAD se sont tenues dans un contexte de crise marqué par le déficit des deux tiers des établissements, asphyxiés par l'inflation et la hausse des charges. Le modèle économique qui repose sur trois sources de financement (le résident pour la partie hébergement, le Conseil Départemental pour la partie dépendance et l'Agence Régionale de Santé pour la partie soins) est périmé. Didier SAPY (directeur général de la FNAQPA : fédération nationale des organismes gestionnaires d'établissements pour personnes âgées) « tous les financeurs sont à bout de ce qu'ils peuvent faire ». « On est sous perfusion ». Cette architecture financière s'est enrayée en 2020, avec la crise du COVID et celle du scandale ORPEA liée aux révélations de 2022, de cas de maltraitance et de malversations financières (défiance des investisseurs et des familles entraînant une désaffection croissante des structures. Jean-Christophe Amarantinis (président du SYNERPA, syndicat des EHPAD privés) « si la confiance revient progressivement avec un taux d'occupation en hausse, nous sommes encore très fragilisés ». Les enveloppes supplémentaires débloquées par les Pouvoirs Publics sont insuffisantes, selon le centre de réflexion « Matières grises ». Elus et acteurs du secteur réclament la loi grand âge, promise depuis 2018. Arnaud Robinet (président de la FHF, fédération hospitalière de France) « l'inaction n'est plus une option aujourd'hui.

Pierre Roux (président national de l'ADPA) « nos établissements sont des concentrés de frustration car on aimerait tellement faire mieux. Il y a une crise de vocation et on doit souvent faire appel à l'intérim. Là où il y a un soignant, il en faudrait souvent deux. Mais dans les établissements que je visite, je rencontre des personnels formidables. Il faut tirer un grand coup de chapeau à ces personnes qui tiennent le secteur à bout de bras. Ce sont grâce à eux que les personnes âgées continuent, malgré tout, à bénéficier de services honorables ».

Philippe Roux (éditorialiste) : « la façon dont nous traitons nos aînés, en dit long sur nos valeurs et sur notre vision de l'humanité, la dignité des personnes âgées ne saurait être une option, elle doit être une priorité absolue ».

TF1 13 septembre 2024 : La CNAV (Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse) a annoncé que les données de 370 000 bénéficiaires de l'assurance retraite ont été volées via un portail destiné aux prestataires d'action sociale. Selon la CNAV « aucune données relatives au paiement, à la retraite, à la carrière ou aux prestations versées n'ont été compromises ».

Le Média Social 13 septembre 2024 : Après deux éditions organisées par les directeurs de la FNADEPA, l'opération « les vieux méritent mieux » est soutenue par une quinzaine d'organisations du grand âge. Débats, manifestations, animations diverses seront au programme le 24 septembre dans tout le pays. Pour Pierre Riso, président de la FNADEPA, il s'agit d'une mobilisation inédite : « A période exceptionnelle, mobilisation exceptionnelle ! Alors que deux tiers des EHPAD ont été en déficit en 2023, alors que l'aide à domicile doit réduire sa voilure malgré une demande croissante, toutes les organisations du secteur du grand âge (à l'exception de l'ADMR) se mobilisent pour affirmer aux pouvoirs publics que les vieux méritent mieux ».

Le Média Social 12 septembre 2024 : Edouard Philippe, lors des assises des EHPAD : « il n'y a rien de plus dangereux en politique qu'un totem. Je sais combien il y a une appétence et un besoin d'un dispositif législatif et d'avancer ... mais se dire qu'avec le vote d'une loi grand âge, tout ira mieux, c'est tomber dans un travers Non, c'est un peu plus compliqué que ça ».

Le Média Social 16 septembre 2024 : Les décrets encadrant l'expérimentation de la fusion des sections « soins » et « dépendance » des EHPAD, prévus par la loi de financement de la Sécurité Sociale 2024, se font attendre. Pourtant, l'un d'entre eux est prêt : le projet de décret en Conseil d'Etat « relatif aux dispositions financières applicable aux établissements » qui a été présenté au Conseil de l'Age du Haut Conseil de la Famille, de l'Enfance et de l'Age (HCFEA) qui a rendu son avis en juillet 2024, ainsi qu'au Conseil National d'Evaluation des Normes. Si le Conseil de l'Age se montre « globalement favorable » au texte, il souligne quelques points de vigilance.

Le Média Social 16 septembre 2024 : Une nouvelle convention-cadre pour la période 2024/2027 est conclue entre la CNAV et la Fédération des Centres Sociaux et Culturels. Elle vise à « créer, structurer, et qualifier une mission de vieillissement » au sein des centres sociaux.

Francis De Block